

# Rapport annuel Jahresbericht

—  
2021

Ministère public  
Staatsanwaltschaft



**POUVOIR JUDICIAIRE  
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Ministère public MP  
Staatsanwaltschaft StA**

---

# Table des matières

---

<b>1.1</b>	<b>Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2021</b>	<b>4</b>
1.1.1	Partie générale	4
1.1.2	Partie statistique	11
1.1.3	Tableaux statistiques	16
<b>1.1</b>	<b>Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2021</b>	<b>18</b>
1.1.1	Allgemeines	18
1.1.2	Statistischer Teil	26
1.1.3	Statistische Tabelle	31

---

# Introduction

---


## Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration du Ministère public du canton de Fribourg pour l'année 2021 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Fribourg, le 19 janvier 2022

  
Fabien Gasser  
Procureur général

  
Raphaël Brenta  
Greffier-chef

---

## 1.1 Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2021

### 1.1.1 Partie générale

#### 1.1.1.1 Remarques générales

L'année 2021 a été marquée par un durcissement des fronts autour de la question vaccinale, et une difficulté de communication préoccupante entre gens d'avis différents. Cette tendance au durcissement s'observe depuis plusieurs années déjà et rend plus difficile la recherche de solutions, le compromis étant considéré comme une faiblesse. Pour tenter de combattre ce phénomène et établir entre les parties un canal de discussion, le Ministère public a recouru autant que faire se peut à la conciliation et a renforcé les possibilités de médiation, en signant une convention avec l'Association Médiation Fribourg, convention qui prendra effet en 2022 après une phase test concluante. Il y a lieu ici de saluer le remarquable travail d'apaisement effectué par les Préfectures dans le cadre des conciliations qui leur sont confiées.

Le Code de procédure pénale est exigeant et entraîne une charge de travail très lourde qui ne se reflète pas dans les seuls chiffres absolus du nombre de dossiers entrés. Les procureurs<sup>1</sup> se retrouvent souvent seuls à porter des dossiers compliqués dans lesquels leur travail est systématiquement critiqué, le plus souvent à tort. Les spécialisations pointues développées ces dernières années ont amenuisé les échanges entre magistrats. Afin de renforcer ces échanges et un esprit collaboratif, le principe des spécialisations a été nuancé. Le Ministère public conserve un référent pour chaque domaine où la loi sur la justice et le règlement du Ministère public exigent une spécialisation (LAVI, infractions économiques, stupéfiants et violence), mais il répartit ces affaires sur l'ensemble des procureurs. Cette organisation a débuté en septembre et la situation sera soigneusement suivie en 2022.

S'agissant des affaires économiques, le Ministère public s'est vu octroyer un 0.5 EPT<sup>2</sup> de conseiller économique, poste qui est pourvu au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Le Conseil d'Etat et le Grand Conseil, par sa Commission de justice, sont chaleureusement remerciés.

En 2021, en comparaison de l'année précédente, le Ministère public a connu une diminution du nombre des procédures enregistrées (- 528 unités), une stabilité des dossiers pendants au 31 décembre 2021 (- 47 unités), un recul du nombre des ordonnances pénales définitives (- 509 unités), une augmentation du nombre des ordonnances de classement, de suspension et de non entrée en matière (+ 174 unités) ainsi qu'une hausse du nombre des renvois aux Tribunaux (+ 143 unités). La proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement s'élève désormais à plus de 62% (+ 2,12 points). Enfin, le nombre de détenus a augmenté (+ 46 détenus), de même que le nombre de jours de détention qui est toujours très élevé (20'106 en 2021 contre 19'734 en 2020).

Ces résultats sont le fruit des efforts soutenus et permanents de l'ensemble des procureurs et de leurs collaborateurs, qui sont chaleureusement remerciés pour leur engagement.

Le Ministère public a pris congé avec regrets du Directeur de la sécurité et de la justice M. Maurice Ropraz, lequel est remercié pour son implication importante dans la digitalisation et l'analyse du pouvoir judiciaire, ainsi que pour l'écoute bienveillante qu'il a toujours manifestée. Nous nous réjouissons de la collaboration avec le nouveau Directeur de la sécurité et de la justice, M. Romain Collaud.

---

<sup>1</sup> Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement tous les genres.

<sup>2</sup> Equivalent plein temps.

### 1.1.1.2 Le personnel

#### 1.1.1.2.1 Les procureurs

#### Ressources en magistrats - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2020	2021
Gasser Fabien	Procureur général	1	1
Bourquin Raphaël	Procureur général adjoint	1	1
Chocomeli-Lisibach Alessia	Procureure générale adjointe	1	1
Amara Stéphanie	Procureure	1	0.8
Barboni Philippe	Procureur	1	1
Bugnon Marc	Procureur	1	1
Chassot Frédéric	Procureur	1	1
Christinaz Catherine	Procureure	0.8	0.8
Dieu Bach Christiana	Procureure	1	1
Genoud Patrick	Procureur	0.8	0.8
Hauser Liliane	Procureure	1	1
Hurni Sonja (Julmy Markus)	Procureure	0.8	0.8
Mooser Jean-Luc	Procureur	1	1
Moschini Laurent	Procureur	1	1
Schmutz Jean-Frédéric	Procureur	1	1
<b>Total EPT au 31.12.</b>		<b>14.4</b>	<b>14.2</b>

Le Ministère public a pris congé de deux magistrats qui ont marqué la poursuite pénale des dernières décennies. Markus Julmy, qui a débuté sa carrière de magistrat en 1992 et a occupé la vice-présidence de l'Office des Juges d'instruction de 2003 à 2010 et le poste de procureur général adjoint de 2011 à 2015, a fait valoir son droit à une retraite anticipée au 30 juin. Jean-Luc Mooser, juge d'instruction dès 1992 et qui a présidé l'Office des juges d'instruction de 2003 à 2010, après en avoir assuré la vice-présidence de 2000 à 2003, en a fait de même au 31 décembre. Que ces magistrats emblématiques trouvent ici l'expression de notre gratitude et de notre amitié.

Le Ministère public a accueilli Sonja Hurni qui a succédé à Markus Julmy et il lui souhaite plein succès dans l'exercice de ses nouvelles fonctions. Il se réjouit en outre d'accueillir prochainement en son sein la procureure Sandrine Chardonnens, qui succèdera à Jean-Luc Mooser.

Le Ministère public a par ailleurs pu compter du 22 mars au 7 septembre sur le précieux soutien de Yasemin Bayhan Nager, qui a fonctionné comme procureure ad hoc en remplacement de Stéphanie Amara. Des remerciements lui sont adressés pour son remarquable travail.

En 2021, plusieurs procureurs ont continué à occuper des fonctions d'enseignant :

- > auprès du Centre interrégional de formation de Police<sup>3</sup> : Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;

<sup>3</sup> ci-après CIFPol.

- > auprès du Département de pédagogie spécialisée de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;
- > auprès de l'Association des avocats-stagiaires fribourgeois (préparation à l'examen de droit pénal et de procédure pénale) : Jean-Luc Mooser ;
- > auprès de l'Institut et Haute Ecole de la Santé, comme chargée de cours : Stéphanie Amara ;
- > et auprès de l'Ecole romande de la magistrature pénale<sup>4</sup> pour le Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale<sup>5</sup> : Frédéric Chassot.

Il convient aussi d'énumérer les mandats des procureurs dans différents institutions, commissions et autres groupes de travail :

- > Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- > Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- > Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- > Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- > Commissions de la Conférence des Procureurs de Suisse<sup>6</sup> et de la Conférence latine des Procureurs<sup>7</sup> : Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Groupe de travail crime organisé et Groupe de travail psychiatrie et médecine forensique), Patrick Genoud (Commission transports), Catherine Christinaz (COMAMAL, Groupes de travail crime organisé et sécurité des magistrats), Jean-Frédéric Schmutz, Philippe Barboni et Sonja Hurni (COMASTUP) ;
- > Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT) : Catherine Christinaz ;
- > Commission cantonale contre la violence dans le couple : Marc Bugnon ;
- > Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Catherine Christinaz ;
- > Groupe de coordination cantonale LAVI : Catherine Christinaz ;
- > Table ronde cantonale - mécanisme de coopération pour la lutte contre la traite des êtres humains : Catherine Christinaz ;
- > Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- > Groupe de travail « lutte contre les incivilités » : Christiana Dieu-Bach ;
- > Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- > Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- > Groupe de travail en matière de travail au noir : Patrick Genoud ;
- > Commission de recours de l'Université : Markus Julmy (président jusqu'à fin juin 2021) ;
- > Groupe de travail « FMÜ Architekturboard » : Frédéric Chassot ;
- > Groupe de travail « Cybercase » : Frédéric Chassot ;
- > Groupe de travail RH dans le cadre du projet « Politique du personnel » : Marc Bugnon ;
- > Groupe de travail avec la Police « Discrimination et haine à l'encontre de minorités LGBT+ » : Stéphanie Amara ;
- > Groupe d'expert de l'Unité de gestion des menaces (UGM) : Christiana Dieu-Bach.

#### 1.1.1.2.2 La Direction du Ministère public

L'an II de la pandémie de Covid-19 aura empêché la Direction du Ministère public de proposer à son personnel toutes les formations souhaitées. Il n'empêche qu'elle est parvenue à mettre sur pied sa traditionnelle journée de formation à l'attention de ses procureurs et greffiers, formation dont les sujets portaient sur : la gestion en cas de crise majeure

<sup>4</sup> ci-après ERMP.

<sup>5</sup> ci-après CAS MAP.

<sup>6</sup> ci-après CPS.

<sup>7</sup> ci-après CLP.

avec une présentation de l'Organe cantonal de conduite dans le cadre de la pandémie, le Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV), Eurojust comme agence de l'Union européenne dont le but est de renforcer et faciliter la coordination entre les autorités de poursuite pénale dans le domaine des formes graves de criminalité transnationale, le Centre universitaire romand de médecine légale (CURML) et enfin l'Autorité intercantonale de surveillance des jeux d'argent (GESPA). La Direction a par ailleurs convié le chef du Bureau armes et explosifs de la Police cantonale à une présentation de son secteur et des particularités liées aux dispositions de la loi fédérale sur les armes entrées en vigueur au 15 août 2019.

En 2021, le procureur général a conduit deux séances plénières des procureurs ; il a également rencontré chaque procureur lors de séances bilatérales et formalisées. Le procureur général a convoqué 35 séances de direction et 3 séances des chefs d'étage, ces dernières ayant pour but d'associer des procureurs dans l'organisation du travail de l'ensemble du personnel compte tenu des décisions fédérales et cantonales de lutte contre la crise sanitaire. Une formation continue des collaborateurs – greffiers et secrétaires – a pu être mise sur pied en septembre et une information interne a en outre été assurée hebdomadairement au travers des actualités du site intranet du Ministère public.

Au 31 décembre 2021, le Ministère public compte 35 directives (dont 23 publiées sur son site internet<sup>8</sup>) et 39 marches à suivre.

En 2021, une rencontre des procureurs d'une part et des préfets et de leurs lieutenants d'autre part a été organisée. Durant l'année, le Ministère public a par ailleurs continué à être impliqué dans les travaux d'analyse du Pouvoir judiciaire conduits par le Service de la justice. Il a aussi réorganisé les spécialisations de ses procureurs et il a formalisé les mandats de médiation avec l'Association Médiation Fribourg<sup>9</sup>. Enfin, il a organisé et dispensé une formation à l'intention des interprètes qui fonctionnent nouvellement sur mandat de la Police et du Pouvoir judiciaire.

En cours d'année, le Ministère public a été sollicité à 24 reprises pour se déterminer dans le cadre de consultations législatives fédérales ou cantonales ainsi que sur des questions de députés. Il a déposé des observations détaillées dans six cas, et il a renoncé à se déterminer sur les 18 consultations/questions restantes, soit qu'il estimait ne pas être impacté par les nouvelles dispositions ou les modifications proposées, soit qu'elles lui convenaient pleinement.

Toujours en 2021, le Ministère public a mandaté un consultant externe en la personne de Samuel Jodry pour analyser sa communication interne et externe. Ses constatations ont débouché sur des propositions d'améliorations auxquelles le Ministère public a décidé de souscrire. Ces améliorations visaient notamment une meilleure présentation des actualités sur son site intranet et des outils pour une nouvelle dynamique des séances plénières.

Le procureur général s'est fortement investi dans la CPS dont il assume toujours la vice-présidence. Il a représenté la position des Ministères publics lors de deux auditions devant la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, concernant le code de procédure pénale et la modification des infractions à l'intégrité sexuelle. Il a poursuivi son engagement au service du COPIL analyse du pouvoir judiciaire et a eu l'honneur de présenter les résultats de l'analyse au Conseil d'Etat le 3 novembre, puis d'être associé à la conférence de presse du 17 novembre. Conscient que les autorités judiciaires sont à un tournant numérique, il s'est impliqué de manière étroite dans différents projets cantonaux, ainsi que dans le COPIL e-justice et la Commission informatique des autorités judiciaires<sup>10</sup>. Outre cet engagement au niveau cantonal, il a accepté d'assumer la direction du programme intercantonal Harmonisation de l'informatique pour la justice pénale (HIJP) à compter du 1<sup>er</sup> mars. Il s'agit là d'un programme essentiel pour rationaliser les ressources mises dans la transformation numérique par les différents cantons et permettre le développement d'outils au service du plus grand nombre. Ce programme impacte principalement les Ministères publics et les autorités d'exécution des peines. Le paysage fédéraliste de la Suisse rend la tâche complexe, entre les cantons qui développent seuls leurs solutions et les autres, entre les cantons dans lesquels le Ministère public fait partie du Pouvoir judiciaire et les autres, en tenant compte des intérêts de différents partenaires (Polices, autorités fédérales, tribunaux, autorités politiques...). L'investissement est important, et le procureur général espère voir ses

<sup>8</sup> [www.fr.ch/mp](http://www.fr.ch/mp).

<sup>9</sup> Cf. supra chiffre 1.1.1.1.

<sup>10</sup> Ci-après CIAJ.



---

efforts couronnés de succès. Afin de dégager du temps pour cette mission, il a quitté en fin d'année la Commission des affaires juridiques pénales de la CCDJP, la présidence du groupe de travail « harmonisation des peines » de la CPS et le siège qu'il occupait dans le groupe de travail « financement de la surveillance téléphonique ». Il fonctionne en qualité d'expert pour l'UGM et a en outre été reconduit à la présidence de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire (AFM) pour un mandat de 2 ans.

La procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach est membre de la commission criminalité économique (WIKRI) de la CPS. Sur le plan cantonal, elle est membre du Conseil de la magistrature, ainsi que des groupes de travail « dialogue santé-justice », « accompagnement et décès » (institués en lien avec la pandémie) ainsi que « levées de corps ». Enfin, elle dispense des cours aux avocats-stagiaires.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est président de la CLP, ainsi que membre de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, du Conseil cantonal de prévention et de sécurité (CCPS), de Vigipol, de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie), notamment en lien avec les questions de circulation routière (groupe auquel participent aussi la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière et les Préfectures), en matière de lutte contre la criminalité organisée, ainsi que de convoyage des détenus. Il fait également partie d'un groupe de travail qui règle les questions d'exécution (avec le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation), et d'un autre ayant pour vocation la mise en application du bracelet électronique. Il est l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise, de l'Ordre des avocats et de l'ERMP. Il fonctionne aussi comme intervenant pour le CAS en justice des mineurs, en qualité de procureur spécialisé, ainsi que pour le CAS MAP. Enfin, il est enseignant auprès du CIFPol et il participe à ses procès fictifs.

La greffière-chef Isabelle Chablais a pour tâche principale la gestion du personnel. Elle était par ailleurs membre du comité de projet relatif à l'analyse du Pouvoir judiciaire, dont les travaux se sont achevés fin juin 2021. Au 1er septembre 2021, outre ses activités au Ministère public, Isabelle Chablais a rejoint le programme e-Justice en qualité de product owner du projet preuves numériques. En charge principalement de la mise en place des processus métier et de l'uniformisation des pratiques internes, le greffier-chef Raphaël Brenta participe aussi aux travaux de la « commission judiciaire » instituée par la Police cantonale et il siège au sein du groupe de travail des Ministères publics romands dédié à la formation des interprètes. Enfin, le chef de chancellerie Mathieu Chappuis est responsable de l'administration générale et du service comptable, il est aussi membre du bureau informatique des autorités judiciaires, du COSPEC (comité spécialisé, comme « ambassadeur ») e-Justice, ainsi que de la commission de bâtisse de la Caisse de prévoyance de l'Etat.

En 2021, le greffier-chef Raphaël Brenta et la greffière Murielle Decurtins ont poursuivi leur activité de porte-parole du Ministère public. Ils ont ainsi répondu aux sollicitations des médias (120 en 2021 contre 152 en 2020), et ils ont rédigé et diffusé 4 communiqués de presse (5 en 2020). Par ses greffiers Serge Molliet et Aline Frossard, le Ministère public a également organisé 55 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes (52 en 2020). Enfin, le greffier-chef est membre de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP/SKIS).



### 1.1.1.2.3 Les collaborateurs (greffe et secrétariat)

<b>Équivalents plein temps EPT au 31.12.</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Total EPT <b>Greffiers</b> (postes permanents)	15.9	16.5
Total EPT <b>Conseiller économique</b>	0.9	0.8
Total EPT <b>Stagiaires juristes</b>	4	5
Total EPT <b>Collaborateurs administratifs</b> (postes permanents)	18.4	18.4
Total EPT <b>Apprentis collaborateurs administratifs</b>	1	2
<b>Total</b>	<b>40.2</b>	<b>42.7</b>

En 2021, le Ministère public a fait engager comme secrétaire Camille Bongard, et comme greffiers Alison Notaro, Celia Barell, Emilie Rossier, Marilyn Sturny, Sophie Moeschler ainsi que Camilo Duffour. Il a engagé une nouvelle apprentie, Assia Läubli. Toujours dans le courant de l'année, le Ministère public a accueilli dix juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois et deux étudiants universitaires pour un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire. Il a mis au surplus sur pied des stages d'un jour dont ont bénéficié quatre aspirants CIFPol de la Police de sûreté, un étudiant en sciences forensiques de l'école des sciences criminelles à Lausanne et six inspecteurs du travail au noir.

Deux greffiers ont suivi en 2021 la formation CAS MAP respectivement une greffière la formation CAS en investigation financière et une secrétaire les cours de droit dispensés dans le cadre du CIFPol.

A la fin de l'année, enfin, le Ministère public a pris congé de Ursula Jungo et de Geneviève Nening, respectivement secrétaire-comptable et secrétaire de procureure, qui ont fait valoir leur droit à une retraite bien méritée après quelque 30 années cumulées d'activités auprès de l'Office des juges d'instruction et du Ministère public. L'ensemble des procureurs et collaborateurs les remercient vivement et leur souhaitent bon vent dans cette nouvelle étape de leur vie.

### 1.1.1.2.4 Le service comptable

En 2021, le service comptable du Ministère public a accordé 2'018 (2'121 en 2020<sup>11</sup>) paiements par acomptes, il a effectué 4'234 (4'431) rappels et 1'158 (1'368) rappels de solde, il a requis 215 (312) poursuites et il a traité 2'794 (2'849) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2021 à CHF 10'752'763.95 (6'274'074.86) alors qu'il avait été budgétisé à CHF 7'663'000.00 (7'663'000.00). Le montant précité comprend le versement d'une amende de CHF 4'200'000.00 ordonnée consécutivement à une ordonnance rendue par le Ministère public de la Confédération. Quant au montant encaissé par les conversions d'amende, il s'est établi à CHF 1'241'595.95 (1'081'662.51). Le service comptable a enfin comptabilisé durant l'année 2021 92'944 (93'749) écritures.

En cours d'année, les services comptables de la Police et du Ministère public ont par ailleurs convenu d'une nouvelle facturation pro forma pour éviter des flux d'argent entre les deux services et, ainsi, faire un pas vers la facturation électronique. Finalement, le service comptable a été service pilote pour l'intégration du programme e LP, poursuites électroniques.

<sup>11</sup> Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2020 dans ce chapitre.

### 1.1.1.3 Divers

A l'exception du travail de rédaction, les tâches du Ministère public se concilient peu avec le télétravail. Des conventions ont été passées avec 25 collaborateurs, pour une part de travail à domicile ne dépassant généralement pas 20% du taux d'activité. En période de télétravail obligatoire, ce sont principalement les greffiers qui y sont soumis.

Le Ministère public a été surpris du nombre restreint de candidatures au poste de procureur lors des mises au concours 2021. Il n'est pas en mesure d'en analyser les causes, mais peut subodorer une baisse d'attractivité de la fonction ou encore un certain découragement dû au contexte politique des élections.

Sur le plan médical, le Ministère public manifeste toujours son intérêt à la création d'une « antenne de médecine légale à Fribourg » avec le soutien du CURML, ce d'autant que cette antenne offrirait aussi une médecine de la violence accessible à Fribourg. Par ailleurs, avec la collaboration de la Police cantonale, le Ministère public a achevé ses travaux avec l'association des médecins de Fribourg (MFÄF), un achèvement qui se concrétisera par la signature d'une convention qui règlera les modalités d'intervention des médecins lors des levées de corps.

En lien avec l'informatique, le Ministère public suit avec attention les actuels développements de l'application Tribunal V4. Par ailleurs, le processus de mise en poursuites de ses débiteurs a connu une nouvelle étape dans son automatisation, avec l'introduction de e-LP et la réalisation d'une passerelle entre ce programme et l'application Tribuna V3. Représenté au CIAJ par le procureur général, le Ministère public participe enfin avec conviction aux discussions relatives à la création d'un centre de compétence métier pour le Pouvoir judiciaire.

Mise sur pied pour marquer les 10 ans de l'actuel Ministère public mais retardée pour cause de pandémie, une présentation au public des activités des procureurs verra le jour au début de l'été 2022, par la tenue de jeux de rôle qui illustreront une levée de corps, une audition et une séance de tribunal. Les travaux préparatoires vont bon train et une communication officielle interviendra en temps voulu.

### 1.1.1.4 Défis et perspectives

Le Ministère public est tenu d'appliquer le principe « in dubio pro duriore » au stade de l'instruction et le principe « in dubio pro reo » au stade des débats. Cela le conduit à devoir renvoyer en jugement des affaires qui conduisent à des acquittements inévitables. Cela est insatisfaisant, surtout pour les personnes sur lesquelles le statut de prévenu pèse durant une période prolongée, mais aussi pour les procureurs qui sont présentés comme désavoués et les tribunaux qui doivent traiter une charge de travail évitable.

Les discussions devant les Chambres fédérales sur la modification du code de procédure pénale sont préoccupantes : alors que la modification demandée devait conduire à rendre la poursuite pénale plus efficace et moins coûteuse, le Conseil national a introduit une série de propositions qui vont frontalement à l'encontre du but recherché. Le Conseil des Etats a récemment refusé certaines de ces propositions, mais elles peuvent être réintroduites par l'autre Chambre. Pour résumer la situation, le Ministère public et la Police disposent principalement des outils suivants pour rechercher la vérité :

- Les auditions : celles-ci s'avèrent compliquées en raison d'un droit de participation des parties disproportionné. Les auditions apportent de moins en moins d'éléments, il n'y a plus guère de place pour la spontanéité. Et la validité des procès-verbaux est systématiquement remise en question devant les tribunaux. Le nombre de participants peut également présenter des difficultés logistiques conséquentes. Un juge de police a par exemple dû siéger à Forum Fribourg, dans un procès auquel le Ministère public ne participait même pas.
- Les perquisitions : la possibilité de demander des scellés entrave considérablement les enquêtes pénales. Il faut parfois attendre plusieurs années avant de pouvoir exploiter certaines preuves et véritablement débiter l'instruction.

- L’ADN : la jurisprudence a considérablement restreint la possibilité de prélever l’ADN des suspects. Le législateur s’apprête à la restreindre encore plus. Les bases de données s’amenuisent et, avec elles, les chances de découvrir les auteurs de certaines infractions, par exemple sexuelles.
- Les contrôles téléphoniques : le cryptage des canaux de communication amoindrit nettement les résultats de ce type de surveillance.
- Les logiciels espions : les coûts sont énormes et les difficultés pratiques importantes. Il est peu fait appel à ce type de mesure, et uniquement en cas d’infractions très graves.

La recherche de la vérité devient de plus en plus difficile. Le Ministère public souhaite que le Pouvoir judiciaire puisse conserver sa capacité à faire éclater la vérité et à sanctionner les coupables. S’il ne le peut plus, il est fortement à craindre qu’une forme de justice privée se substitue à la mission régaliennne de l’Etat. C’est pourquoi le Ministère public s’engage fortement dans le processus de modification du code de procédure pénale, avec un succès relatif puisque les autorités judiciaires ne sont pas, séparation des pouvoirs oblige, représentées au sein du Parlement fédéral.

## 1.1.2 Partie statistique

### 1.1.2.1 En général

	2020	2021
Procédures enregistrées <sup>12</sup> en	14'445	13'917
Procédures pendantes au 31.12.	4'594	4'547
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur <sup>13</sup>	652	646

### 1.1.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

#### 1.1.2.2.1 Procédures enregistrées

Répartition des procédures enregistrées	2020	2021
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	14'416	13'903
Procédures du TPM avec participation des procureurs des mineurs	8	5
Procédures du juge d’application des peines <sup>14</sup>	21	9
<b>Total</b>	<b>14'445</b>	<b>13'917</b>

<sup>12</sup> Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu’un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

<sup>13</sup> Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

<sup>14</sup> Ci-après JAP.

	2020	2021
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12'954	12'506
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'491	1'411

	2020	2021
Procédures enregistrées en français	12'333 (85.38%)	11'975 (86.04%)
Procédures enregistrées en allemand	2'112 (14.62%)	1'942 (13,96%)

#### 1.1.2.2 Procédures pendantes

	2020	2021
en instruction (sous la compétence du procureur)	4'422	4'370
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	172	177
<b>Total</b>	<b>4'594</b>	<b>4'547</b>

#### 1.1.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2020	2021
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	652 (dont 84 procédures suspendues)	646 ( dont 83 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2021, de l'année :

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
4	4	12	21	26	46	154	379	<b>646</b>

#### 1.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

##### 1.1.2.3.1 En général

	2020	2021
Ordonnances de non entrée en matière	1'613	1'651
dont les cas de levée de corps	125	154
Ordonnances de suspension	915	894
Ordonnances de classement	762	919
Ordonnances pénales	9'366	8'669
Actes d'accusation	350	493
Confiscations indépendantes	0	0

	2020	2021
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	21	17
Décisions de dessaisissement	601	615
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	1	3
Décisions de renvoi à la Police cantonale	327	263
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	2'849	2'794
Commissions rogatoires nationales	14	32
Commissions rogatoires internationales	95	74
Classements sans suite	148	91

#### 1.1.2.3.2 Ordonnances pénales

	2020	2021
Ordonnances pénales et de conversion		
Ordonnances pénales définitives	8'805	8'296
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	561	373
<b>Total</b>	<b>9'366</b>	<b>8'669</b>

#### 1.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2020	2021
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	203	285
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	57	93
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	7	4
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	10	4
Actes d'accusation selon procédure simplifiée	73	106
avec renvoi au Tribunal pénal économique	0	1
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>493</b>

#### 1.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

	2020	2021
Ordonnances du JAP		
Ordonnances JAP définitives	21	17
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	0
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>17</b>

### 1.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

<b>Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
0 à 1 mois	20.31%	25.05%
1 à 2 mois	23.73%	23.92%
2 à 3 mois	15.87%	13.06%
3 à 6 mois	23.93%	21.84%
6 à 12 mois	11.39%	10.93%
12 à 18 mois	2.77%	2.91%
18 à 24 mois	1%	0.94%
24 à 36 mois	0.46%	0.65%
Plus de 36 mois	0.54%	0.70%

### 1.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions<sup>15</sup>

<b>Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Infractions contre la vie (art. 111ss CP)</b>	15	13
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	12	11
<b>Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)</b>	636	776
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	50	75
<b>Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)</b>	2'328	2'236
<b>Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)</b>	175	104
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	47	17
<b>Autres infractions du code pénal</b>	3'036	3'367
<b>Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière</b>	4'311	4'428
<b>Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants</b>	1'511	1'095
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	1'384	918
<b>Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs</b>	2'331	2'267
<b>Autres infractions à d'autres lois spéciales<sup>16</sup></b>	2'741	2'850
<b>Infractions « Covid-19 »</b>	501	429

<sup>15</sup> Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

<sup>16</sup> Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

#### 1.1.2.4 Détention provisoire

	2020	2021
Nombre de personnes en détention provisoire	196	242
Nombre de jours de détention	19'734	20'106

#### 1.1.2.5 Recours

Recours interjetés par les procureurs	2020	2021
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	5	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	0

#### 1.1.2.6 Défenseurs

	2020	2021
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit,	304	371
dont selon le tournus	45	49

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

#### 1.1.2.7 Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs	2020	2021
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	3	0
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	5	0



## Annexe

### 1.1.3 Tableaux statistiques

	2020	2021
Procédures enregistrées	14'445	13'917
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12'954	12'506
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'491	1'411
Procédures enregistrées en français	12'333	11'975
Procédures enregistrées en allemand	2'112	1'942
Procédures enregistrées et ordinaires	14'416	13'903
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	8	5
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	21	9

	2020	2021
Procédures pendantes	4'422	4'370
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	172	177

	2020	2021
Ordonnances de non entrée en matière	1'613	1'651
Ordonnances de classement	762	919
Ordonnances de suspension	915	894
Confiscations indépendantes	0	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	602	618
Commissions rogatoires nationales	14	32
Commissions rogatoires internationales	95	74
Ordonnances pénales définitives	8'805	8'296
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	561	373
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	2'849	2'794

	2020	2021
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	203	285
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	57	93
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	7	4
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	10	4
Acte d'accusation, procédure simplifiée	73	107

	2020	2021
Ordonnances définitives du juge d'application des peines	21	17
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	0	0

	2020	2021
Nombre de personnes en détention provisoire	196	242
Nombre de jours de détention	19'734	20'106

	2020	2021
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	5	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	0

	2020	2021
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	3	0
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	5	0

Fribourg, le 17 janvier 2022

Fabien Gasser  
Procureur général

Raphaël Brenta  
Greffier-chef

---

## 1.1 Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2021

### 1.1.1 Allgemeines

#### 1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Jahr 2021 war von einer Verhärtung der Fronten rund um die Impffrage und einer besorgniserregenden Kommunikationsschwierigkeit zwischen Menschen mit unterschiedlichen Meinungen geprägt. Diese Tendenz zur Verhärtung ist bereits seit mehreren Jahren zu beobachten und erschwert die Suche nach Lösungen, da Kompromisse als Schwäche angesehen werden. Um diesem Phänomen entgegenzuwirken und einen Gesprächskanal zwischen den Parteien zu schaffen, hat die Staatsanwaltschaft so weit wie möglich auf die Schlichtung zurückgegriffen und die Möglichkeiten der Mediation verstärkt, indem sie eine Konvention mit dem Verein Mediation Freiburg unterzeichnet hat, die nach einer erfolgreichen Testphase im Jahr 2022 in Kraft treten wird. An dieser Stelle ist die bemerkenswerte Beschlichtigungsarbeit zu würdigen, die die Oberämter im Rahmen der ihnen anvertrauten Schlichtungen leisten.

Die Strafprozessordnung ist anspruchsvoll und bringt eine sehr hohe Arbeitsbelastung mit sich, die sich nicht nur in den absoluten Zahlen der eingegangenen Fälle widerspiegelt. Die Staatsanwälte<sup>17</sup> sind oft allein mit komplizierten Fällen, in denen ihre Arbeit systematisch und meist zu Unrecht kritisiert wird. Die in den letzten Jahren entwickelten Spezialisierungen haben den Austausch zwischen den Staatsanwälten verringert. Um diesen Austausch und den Geist der Zusammenarbeit zu stärken, wurde das Prinzip der Spezialisierungen nuanciert. Die Staatsanwaltschaft behält einen Spezialisten für jeden Bereich, in dem das Justizgesetz und das Reglement der Staatsanwaltschaft eine Spezialisierung verlangen (OHG, Wirtschaftsdelikte, Betäubungsmittel und Gewalt), verteilt diese Fälle jedoch auf alle Staatsanwälte. Diese Umstrukturierung hat im September begonnen und sie wird im Jahr 2022 aufmerksam verfolgt werden.

Was die Wirtschaftsangelegenheiten betrifft, so wurde der Staatsanwaltschaft eine 0,5 VZÄ<sup>18</sup>-Stelle für einen Wirtschaftsberater bewilligt, die ab 1. Januar 2022 besetzt wird. Dem Regierungsrat und dem Grossen Rat durch seine Justizkommission sei an dieser Stelle herzlich gedankt.

Im Jahr 2021 verzeichnete die Staatsanwaltschaft im Vergleich zum Vorjahr einen Rückgang der Zahl der registrierten Verfahren (- 528 Einheiten), eine stabile Zahl der am 31. Dezember 2021 hängigen Dossiers (- 47 Einheiten), einen Rückgang der Zahl der rechtskräftigen Strafbefehle (- 509 Einheiten), einen Anstieg der Zahl der Einstellungs-, Sistierungs- und Nichteintretensbeschlüsse (+ 174 Einheiten) sowie einen Anstieg der Zahl der Überweisungen an die Gerichte (+ 143 Einheiten). Der Anteil der Fälle, die innerhalb von drei Monaten nach ihrer Registrierung erledigt wurden, liegt nun bei über 62% (+ 2,12 Punkte). Schliesslich ist die Zahl der Inhaftierten gestiegen (+ 46 Inhaftierte), ebenso wie die Zahl der Hafttage, die immer noch sehr hoch ist (20'106 im Jahr 2021 gegenüber 19'734 im Jahr 2020).

Diese Ergebnisse sind das Resultat der anhaltenden und kontinuierlichen Bemühungen aller Staatsanwälte und ihrer Mitarbeiter. An dieser Stelle wird herzlich für ihr Engagement gedankt.

Die Staatsanwaltschaft verabschiedete sich mit Bedauern vom Sicherheits- und Justizdirektor Maurice Ropraz, dem für sein grosses Engagement bei der Digitalisierung und Analyse der Judikative sowie für das stets wohlwollende Zuhören gedankt wird. Wir freuen uns auf die Zusammenarbeit mit dem neuen Sicherheits- und Justizdirektor, Romain Collaud.

---

<sup>17</sup> Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird im vorliegenden Bericht nur die männliche Form verwendet. Gemeint ist stets sowohl die männliche als auch die weibliche Form.

<sup>18</sup> Vollzeitäquivalente.

## 1.1.1.2 Das Personal

### 1.1.1.2.1 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

#### Ressourcen Magistratspersonen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2020	2021
Gasser Fabien	Generalstaatsanwalt	1	1
Bourquin Raphaël	Stellvertretender Generalstaatsanwalt	1	1
Chocomeli-Lisibach Alessia	Stellvertretende Generalstaatsanwältin	1	1
Amara Stéphanie	Staatsanwältin	1	0.8
Barboni Philippe	Staatsanwalt	1	1
Bugnon Marc	Staatsanwalt	1	1
Chassot Frédéric	Staatsanwalt	1	1
Christinaz Catherine	Staatsanwältin	0.8	0.8
Dieu Bach Christiana	Staatsanwältin	1	1
Genoud Patrick	Staatsanwalt	0.8	0.8
Hauser Liliane	Staatsanwältin	1	1
Hurni Sonja	Staatsanwältin	0.8	0.8
Mooser Jean-Luc	Staatsanwalt	1	1
Moschini Laurent	Staatsanwalt	1	1
Schmutz Jean-Frédéric	Staatsanwalt	1	1
<b>Total VZÄ am 31.12.</b>		<b>14.4</b>	<b>14.2</b>

Die Staatsanwaltschaft verabschiedete zwei Magistraten, die die Strafverfolgung in den letzten Jahrzehnten geprägt haben. Markus Julmy, der seine Karriere in der Justiz 1992 begann und von 2003 bis 2010 das Vizepräsidium des Untersuchungsrichteramts und von 2011 bis 2015 das Amt des stellvertretenden Generalstaatsanwalts innehatte, machte per 30. Juni von seinem Recht auf vorzeitige Pensionierung Gebrauch. Jean-Luc Mooser, seit 1992 Untersuchungsrichter und von 2003 bis 2010 Präsident des Untersuchungsrichteramts, nachdem er von 2000 bis 2003 dessen Vizepräsident gewesen war, tat dies ebenfalls am 31. Dezember. Diesen geschätzten Magistraten sei an dieser Stelle unsere Dankbarkeit und Freundschaft ausgesprochen.

Die Staatsanwaltschaft begrüsst Sonja Hurni als Nachfolgerin von Markus Julmy und wünscht ihr viel Erfolg bei der Ausübung ihres neuen Amtes. Die Staatsanwaltschaft freut sich ausserdem, in Kürze Staatsanwältin Sandrine Chardonnens als Nachfolgerin von Jean-Luc Mooser in ihren Reihen begrüssen zu dürfen.

Die Staatsanwälte haben 2021 weiterhin als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- > bei der Interegionales Polizei-Ausbildungszentrum<sup>19</sup>, als Lehrer: Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- > beim Departement für Sonderpädagogik der Universität Freiburg als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;
- > bei der Vereinigung der Freiburger Anwaltspraktikanten (Vorbereitung auf die Prüfung des Strafrechts und des Strafprozessrechts): Jean-Luc Mooser

<sup>19</sup> Nachfolgend IPAZ.

- > bei der Hochschule für Gesundheit Freiburg als Lehrbeauftragte: Stéphanie Amara;
- > bei der Ecole romande de la magistrature pénale<sup>20</sup> für das Certificate of Advanced Studies in der Magistrature pénale<sup>21</sup> : Frédéric Chassot.

Weiter können folgende Mandate der Staatsanwälte in verschiedenen Institutionen, Kommissionen und anderen Arbeitsgruppen aufgelistet werden:

- > in der Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- > in der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- > in der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- > am Kantonsgericht: Jean-Luc Mooser (Ersatzrichter);
- > in der Kommission der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz<sup>22</sup> und der Conférence Latine des Procureurs<sup>23</sup>: Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“ und „Psychiatrie und Rechtsmedizin“), Patrick Genoud (Transportkommission), Catherine Christinaz (COMAMAL, Arbeitsgruppen „Organisierte Kriminalität“ und „Sicherheit der Magistraten“), Philippe Barboni, Jean-Frédéric Schmutz et Sonja Hurni (COMASTUP);
- > im Direktionsbüro der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM): Catherine Christinaz;
- > in der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Marc Bugnon;
- > in der kantonalen beratenden Kommission im Bereich der Prostitution: Catherine Christinaz;
- > in der kantonalen Koordinationsgruppe OHG: Catherine Christinaz;
- > am Table ronde cantonale - mécanisme de coopération pour la lutte contre la traite des êtres humains : Catherine Christinaz;
- > in der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- > in der Arbeitsgruppe „Bekämpfung von ungesittetem Verhalten“: Christiana Dieu-Bach;
- > in der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- > in der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- > in der Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Patrick Genoud;
- > in der Rekurskommission der Universität: Markus Julmy (Präsident bis Ende Juni 2021);
- > in der Arbeitsgruppe „FMÜ Architekturboard“: Frédéric Chassot;
- > in der Arbeitsgruppe „Cybercase“: Frédéric Chassot;
- > in der Arbeitsgruppe „Human Resources“ im Rahmen des Projekts „Personalpolitik“: Marc Bugnon;
- > in der Arbeitsgruppe mit der Polizei „Diskriminierung und Hass gegen LGBT+-Minderheiten“: Stéphanie Amara;
- > in der Arbeitsgruppe der Abteilung Bedrohungsmanagement (ABM): Christiana Dieu-Bach.

#### 1.1.1.2.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Das zweite Jahr der Covid-19-Pandemie hat die Direktion der Staatsanwaltschaft daran gehindert, ihrem Personal alle gewünschten Schulungen anzubieten. Dennoch gelang es ihr, den traditionellen Schulungstag für Staatsanwälte und Gerichtsschreiber zu organisieren, der folgende Themen umfasste: Management im Falle einer grossen Krise mit einer Präsentation des kantonalen Führungsorgans, die Tätigkeiten des Amtes für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW), Eurojust als Agentur der Europäischen Union, deren Ziel es ist, die Koordination zwischen den Strafverfolgungsbehörden im Bereich der schweren grenzüberschreitenden Kriminalität zu verstärken und zu erleichtern, die Tätigkeiten des Centre universitaire romand de médecine légale (CURML) und schliesslich die

<sup>20</sup> Nachfolgend ERMP.

<sup>21</sup> Nachfolgend CAS MAP.

<sup>22</sup> Nachfolgend SSK.

<sup>23</sup> Nachfolgend CLP.



---

Tätigkeiten der Interkantonalen Aufsichtsbehörde für Geldspiele (GESPA). Die Direktion lud zudem den Leiter des Büros für Waffen und Sprengstoffe der Kantonspolizei zu einer Präsentation seines Alltags und der Besonderheiten im Zusammenhang mit den Bestimmungen des Bundesgesetzes über Waffen, das am 15. August 2019 in Kraft getreten ist, ein.

Im Jahr 2021 leitete der Generalstaatsanwalt zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte; zudem traf er sich mit jedem Staatsanwalt zu bilateralen und formellen Sitzungen. Der Generalstaatsanwalt berief 35 Direktionsitzungen und 3 Sitzungen der Etagenleiter ein; letztere hatten zum Ziel, Staatsanwälte in die Arbeitsorganisation des gesamten Personals unter Berücksichtigung der eidgenössischen und kantonalen Entscheidungen zur Bewältigung der Gesundheitskrise einzubeziehen. Eine Weiterbildung der Mitarbeiter - Kanzler und Sekretärinnen - konnte im September eingerichtet werden, und zudem wurde intern wöchentlich via die Intranetseite der Staatsanwaltschaft informiert.

Am 31. Dezember 2021 verfügte die Staatsanwaltschaft über 35 Richtlinien (wovon 23 auf ihrer Website veröffentlicht sind<sup>24</sup>) und 39 Wegleitungen.

Im Jahr 2021 wurde ein Treffen der Staatsanwälte mit den Oberamtmännern und den Vize-Oberamtmännern organisiert. Im Laufe des Jahres war die Staatsanwaltschaft zudem weiterhin in die vom Amt für Justiz geleiteten Arbeiten zur Analyse der Judikative eingebunden. Sie hat auch die Spezialisierungen ihrer Staatsanwälte reorganisiert und die Mediationsmandate mit dem Verein Mediation Freiburg formalisiert. Schliesslich organisierte und veranstaltete sie eine Ausbildung für Dolmetscher, die neu für die Polizei und Justizbehörden Übersetzungen durchführen.

Im Laufe des Jahres wurde die Staatsanwaltschaft 24 Mal gebeten, sich im Rahmen von eidgenössischen oder kantonalen Gesetzesvorlagen sowie zu Fragen von Abgeordneten zu äussern. In sechs Fällen reichte sie ausführliche Stellungnahmen ein. Bei den restlichen 18 Vernehmlassungen/Anfragen verzichtete sie auf eine Stellungnahme, da sie entweder der Ansicht war, dass die neuen Bestimmungen oder die vorgeschlagenen Änderungen keine Auswirkungen auf sie haben würden, oder weil sie mit diesen voll und ganz einverstanden war.

Zudem beauftragte die Staatsanwaltschaft im Jahr 2021 einen externen Berater, Samuel Jodry, mit der Analyse ihrer internen und externen Kommunikation. Seine Feststellungen führten zu verschiedenen Verbesserungsvorschlägen, welche die Staatsanwaltschaft übernahm. Diese Verbesserungen ermöglichen insbesondere eine bessere Präsentation der Neuigkeiten auf der Intranetseite der Staatsanwaltschaft und stossen eine neue Dynamik in den Plenarsitzungen an.

Der Generalstaatsanwalt hat sich als Vizepräsident der SSK stark in deren Bereichen investiert. So vertrat er die Position der Staatsanwaltschaften bei zwei Anhörungen vor der Rechtskommission des Ständerats, die die Strafprozessordnung und die Änderung der Straftatbestände gegen die sexuelle Integrität betrafen. Er setzte sein Engagement im Dienste der COPIL Analyse der Judikative fort und hatte die Ehre, die Ergebnisse der Analyse am 3. November 2021 dem Staatsrat zu präsentieren und an der darauffolgenden Pressekonferenz vom 17. November 2021 teilzunehmen. Da er sich bewusst ist, dass die Justizbehörden an einem digitalen Wendepunkt stehen, hat er sich auch in verschiedenen kantonalen Projekten sowie in den COPIL e-justice und die Informatikkommission der Justizbehörden eingebracht. Neben diesem Engagement auf kantonaler Ebene hat er sich bereit erklärt, ab dem 1. März 2022 die Leitung des interkantonalen Programms «Harmonisierung der Informatik für die Strafjustiz (HIS)» zu übernehmen. Es handelt sich dabei um ein wichtiges Programm, um die von den verschiedenen Kantonen in die digitale Transformation investierten Ressourcen zu rationalisieren und die Entwicklung von Werkzeugen zu ermöglichen, welche möglichst vielen Nutzern dienen sollen. Dieses Programm wirkt sich vor allem auf die Staatsanwaltschaften und die Strafvollzugsbehörden aus. Die föderalistische Landschaft der Schweiz macht die Aufgabe komplex. So gibt es Kantone, die ihre Lösungen allein entwickeln wollen. Zudem muss zwischen Kantonen unterschieden werden, in denen die Staatsanwaltschaft Teil der Judikative ist oder nicht ist. Ebenfalls müssen die

---

<sup>24</sup> [www.fr.ch/mp](http://www.fr.ch/mp).

---

Interessen der verschiedenen Partner (Polizei, Bundesbehörden, Gerichte, politische Behörden ...) berücksichtigt werden. Die Investition ist hoch und der Generalstaatsanwalt hofft, dass seine Bemühungen von Erfolg gekrönt sein werden. Um mehr Zeit für diese Aufgabe zu schaffen, hat er Ende des Jahres die Kommission für Strafrechtsfragen der KKJPD, den Vorsitz der Arbeitsgruppe "Harmonisierung der Strafen" der SSK und seinen Sitz in der Arbeitsgruppe "Finanzierung der Telefonüberwachung" aufgegeben. Er amtiert als Experte für die UGM und wurde zudem als Präsident der Freiburger Vereinigung der Richter und Staatsanwälte (FVR) für eine Amtszeit von zwei Jahren wiedergewählt.

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach ist Mitglied der Kommission für Wirtschaftskriminalität (WIKRI) der SSK. Auf kantonaler Ebene ist sie Mitglied des Justizrates sowie der Arbeitsgruppen "Dialog Gesundheit-Justiz", "Begleitung und Tod" (im Zusammenhang mit der Pandemie eingerichtet) sowie "Legalinspektionen". Ausserdem referiert sie anlässlich der Ausbildungskurse für Anwaltspraktikanten.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Präsident der CLP sowie Mitglied der beratenden Kommission für bedingte Entlassung und Gefährlichkeitsprüfung, des kantonalen Rates für Prävention und Sicherheit (KRPS), von Vigipol, von Arbeitsgruppen mit der Kantonspolizei (Sicherheitspolizei und Gendarmerie), insbesondere im Zusammenhang mit Fragen des Strassenverkehrs (an dieser Gruppe nehmen auch die Kommission für Verwaltungsmassnahmen im Strassenverkehr und die Oberämter teil), im Bereich der Bekämpfung der organisierten Kriminalität sowie des Transports von Häftlingen. Er ist auch Mitglied einer Arbeitsgruppe, die Vollstreckungsfragen regelt (zusammen mit dem Amt für die Vollstreckung strafrechtlicher Sanktionen und Bewährungshilfe), und einer weiteren, die sich mit der Einführung der elektronischen Fussfessel befasst. Er ist Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Freiburger Kantonspolizei, dem Anwaltsverband und der ERMP. Er ist auch als Referent für das CAS Jugendstrafrecht in seiner Funktion als spezialisierter Staatsanwalt sowie für das CAS MAP tätig. Ausserdem ist er Dozent beim IPAZ und nimmt in diesem Rahmen an fiktiven Prozessen teil.

Die Hauptaufgabe der Chefschreiberin, Isabelle Chablais, ist das Personalwesen. Sie war zudem Mitglied des Projektausschusses zur Analyse der richterlichen Gewalt, dessen Arbeiten Ende Juni 2021 abgeschlossen wurden. Am 1. September 2021 trat Isabelle Chablais neben ihrer Tätigkeit bei der Staatsanwaltschaft dem E-Justiz-Programm als Product Owner des Projekts Evidence Digital bei. Chefgerichtsschreiber, Raphaël Brenta, der hauptsächlich für die Einführung von Geschäftsprozessen und die Vereinheitlichung der internen Praktiken zuständig ist, nimmt auch an den Arbeiten der von der Kantonspolizei eingesetzten "Gerichtskommission" teil und hat einen Sitz in der Arbeitsgruppe der Westschweizer Staatsanwaltschaften, die sich mit der Ausbildung von Dolmetschern befasst. Schliesslich ist Kanzleichef Mathieu Chappuis für die allgemeine Verwaltung und die Buchhaltung zuständig und Mitglied des Informatikbüros der Justizbehörden, des COSPEC (Fachausschuss, als "Botschafter") e-Justice sowie der Immobilienkommission der Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg.

Im Jahr 2021 setzten der Chef-Gerichtsschreiber Raphaël Brenta und die Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins ihre Tätigkeit als Sprecher der Staatsanwaltschaft fort. So beantworteten sie Medienanfragen (120 im Jahr 2021 gegenüber 152 im Jahr 2020), und sie verfassten und verbreiteten 4 Pressemitteilungen (5 im Jahr 2020). Durch die Gerichtsschreiber Serge Molliet und Aline Frossard organisierte die Staatsanwaltschaft zudem 55 Einsichtnahmen von Journalisten in Verfügungsordner (52 im Jahr 2020). Schliesslich ist der Chefgerichtsschreiber Mitglied der Schweizerischen Konferenz der Kommunikationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (CCCMP/SKIS).



#### 1.1.1.2.3 Die Mitarbeitenden (Gerichtsschreiberei und Sekretariat)

<b>Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Total VZÄ <b>Gerichtsschreiber/innen</b> (Festanstellung)	15.9	16.5
Total VZÄ <b>Wirtschaftsberater/in</b>	0.9	0.8
Total VZÄ <b>Juristische Praktikanten/Praktikantinnen</b>	4	5
Total VZÄ <b>Verwaltungsmitarbeitende</b> (Festanstellung)	18.4	18.4
Total VZÄ <b>Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende</b>	1	2
<b>Total</b>	<b>40.2</b>	<b>42.7</b>

Im Jahr 2021 hat die Staatsanwaltschaft Camille Bongard als Sekretärin und Alison Notaro, Celia Barell, Emilie Rossier, Marilyn Sturny, Sophie Moeschler sowie Camilo Duffour als Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber anstellen lassen. Sie stellte zudem mit Assia Läubli eine neue Lehrtochter ein. Ebenfalls im Laufe des Jahres empfing die Staatsanwaltschaft zehn Juristen nach dem Masterabschluss für ein sechsmonatiges Praktikum als Gerichtsschreiber und zwei Universitätsstudenten für ein zweimonatiges Praktikum im Rahmen ihrer Seminararbeit. Darüber hinaus wurden eintägige Praktika für vier IPAZ-Aspiranten der Sicherheitspolizei, einen Studenten der forensischen Wissenschaften an der Schule für Kriminalwissenschaften in Lausanne und sechs Schwarzarbeitsinspektoren organisiert.

Zwei Gerichtsschreiber absolvierten 2021 die CAS MAP-Ausbildung bzw. eine Gerichtsschreiberin die CAS-Ausbildung in Finanzermittlung und eine Sekretärin die im Rahmen des CIFPol erteilten Rechtskurse.

Ende Jahr verabschiedete die Staatsanwaltschaft schliesslich Ursula Jungo und Geneviève Nennung, Buchhaltungssekretärin bzw. Staatsanwaltschaftssekretärin, die nach insgesamt rund 30 Jahren Tätigkeit beim Untersuchungsrichteramt und bei der Staatsanwaltschaft in den wohlverdienten Ruhestand traten. Alle Staatsanwälte und Mitarbeiter danken ihnen herzlich und wünschen ihnen alles Gute für den neuen Lebensabschnitt.

#### 1.1.1.2.4 Die Buchhaltungsabteilung

Im Jahr 2021 gewährte der Buchhaltungsdienst der Staatsanwaltschaft 2'018 (2'121 im Jahr 2020<sup>25</sup>) Ratenzahlungen, erstellte 4'234 (4'431) Mahnungen und 1'158 (1'368) Saldomahnungen, beantragte 215 (312) Beteiligungen und verarbeitete 2'794 (2'849) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beläuft sich für das Jahr 2021 auf CHF 10'752'763.95 (6'274'074.86), während er mit CHF 7'663'000.00 (7'663'000.00) budgetiert war. Der oben genannte Betrag beinhaltet die Zahlung einer Busse von CHF 4'200'000.00, die aufgrund eines Beschlusses der Bundesanwaltschaft angeordnet wurde. Der durch die Umwandlung von Bussen eingenommene Betrag belief sich auf CHF 1'241'595.95 (1'081'662.51). Die Buchhaltungsabteilung verbuchte im Jahr 2021 92'944 (93'749) Buchungen.

Im Laufe des Jahres einigten sich die Buchhaltungsdienste der Polizei und der Staatsanwaltschaft zudem auf eine neue Proforma-Rechnungsstellung, um Geldflüsse zwischen den beiden Diensten zu vermeiden und damit einen Schritt in Richtung elektronische Rechnungsstellung zu machen. Schliesslich fungierte die Buchhaltungsabteilung als Pilotabteilung für die Integration des Programms e-SchKG, elektronische Beteiligungen.

<sup>25</sup> Die Zahl in Klammern verweist immer auf das Jahr 2020.

### 1.1.1.3 Verschiedenes

Mit Ausnahme der redaktionellen Arbeit lassen sich die Aufgaben der Staatsanwaltschaft kaum im Home Office erledigen. Mit 25 Mitarbeitenden wurden Vereinbarungen getroffen, wobei der Anteil der Heimarbeit in der Regel nicht mehr als 20% des Beschäftigungsgrades beträgt. In Zeiten obligatorischer Telearbeit sind vor allem die Gerichtsschreiber von der Heimarbeit betroffen.

Die Staatsanwaltschaft war über die geringe Anzahl von Bewerbungen für die Stelle des Staatsanwalts bei den Stellenausschreibungen 2021 überrascht. Die Staatsanwaltschaft ist nicht in der Lage, die Gründe dafür zu analysieren, vermutet aber, dass die Attraktivität des Amtes abgenommen hat oder dass aufgrund des politischen Umfelds der Wahlen eine gewisse Entmutigung eingetreten ist.

Auf medizinischer Ebene bekundet die Staatsanwaltschaft weiterhin ihr Interesse an der Schaffung einer "Antenne für Rechtsmedizin in Freiburg" mit der Unterstützung des CURML, zumal diese Antenne auch eine in Freiburg zugängliche « Gewaltmedizin » anbieten würde. Darüber hinaus hat die Staatsanwaltschaft in Zusammenarbeit mit der Kantonspolizei ihre Arbeiten mit der Ärztevereinigung Freiburg (MFÄF) abgeschlossen, ein Abschluss, der sich in der Unterzeichnung einer Vereinbarung konkretisieren wird, die die Modalitäten des Einsatzes von Ärzten bei Legalinspektionen regelt.

Im Zusammenhang mit der Informatik verfolgt die Staatsanwaltschaft aufmerksam die aktuellen Entwicklungen der Anwendung Tribuna V4. Im Übrigen hat der Betreibungsprozess mit der Einführung des eSchKG und der Realisierung eines Gateways zwischen diesem Programm und der Anwendung Tribuna V3 einen neuen Meilenstein in der Automatisierung erreicht. Die Staatsanwaltschaft, die im CIAJ durch den Generalstaatsanwalt vertreten ist, beteiligt sich schliesslich mit Überzeugung an den Diskussionen über die Schaffung eines fachlichen Kompetenzzentrums für die Judikative.

Im Frühsommer 2022 soll eine öffentliche Präsentation der Tätigkeiten der Staatsanwälte stattfinden, die anlässlich des 10-jährigen Jubiläums der heutigen Staatsanwaltschaft ins Leben gerufen, aber wegen der Pandemie verschoben wurde; dazu werden Rollenspiele durchgeführt, wie eine fiktive Leichenhebung, eine nachgespielte Einvernahme und eine ebensolche Gerichtssitzung. Die Vorbereitungen laufen auf Hochtouren und eine offizielle Mitteilung wird zu gegebener Zeit erfolgen.

### 1.1.1.4 Herausforderungen und Perspektiven

Die Staatsanwaltschaft ist verpflichtet, im Stadium der Ermittlungen den Grundsatz "in dubio pro duriore" und im Stadium der Hauptverhandlung den Grundsatz "in dubio pro reo" anzuwenden. Dies führt dazu, dass sie Fälle, die nahezu unweigerlich zu Freisprüchen führen, an das Gericht verweisen muss. Dies ist unbefriedigend, vor allem für Personen, auf denen die Stellung eines Beschuldigten über einen längeren Zeitraum lastet, aber auch für Staatsanwälte, die vor Gericht diskreditiert werden, und Gerichte, die mit vermeidbaren Arbeiten belastet werden.

Die in den eidgenössischen Räten vorgenommenen Diskussionen betreffend die Revision der Strafprozessordnung ist besorgniserregend: Obwohl die geforderten Änderungen zu einer effizienteren und kostengünstigeren Strafverfolgung führen sollten, hat der Nationalrat eine Reihe von Vorschlägen eingebracht, die dem angestrebten Ziel diametral entgegenstehen. Der Ständerat hat kürzlich einige dieser Vorschläge abgelehnt, doch könnten sie von der anderen Kammer wiedereingeführt werden. Um die Situation zusammenzufassen: Die Staatsanwaltschaft und die Polizei verfügen hauptsächlich über die folgenden Instrumente zur Wahrheitsfindung:

- Einvernahmen: Diese erweisen sich aufgrund eines unverhältnismässig weiten Teilnahmerechts der Parteien als kompliziert. Einvernahmen bringen immer weniger Erkenntnisse, es gibt kaum noch Raum für Spontaneität. Weiter wird die Gültigkeit der Protokolle vor Gericht systematisch in Frage gestellt. Die Anzahl der Teilnehmer kann auch erhebliche logistische Schwierigkeiten mit sich bringen. So musste beispielsweise ein Polizeirichter im Forum Fribourg in einem Verfahren tagen, an dem die Staatsanwaltschaft nicht einmal beteiligt war.

- 
- Hausdurchsuchungen: Die Möglichkeit, Siegelungen zu beantragen, behindert die strafrechtlichen Ermittlungen erheblich. Es kann mehrere Jahre dauern, bis bestimmte Beweise verwertet werden und die Ermittlungen wirklich beginnen können.
  - DNA: Die Rechtsprechung hat die Anwendungsfälle, wann eine DNA-Probe von einer beschuldigten Person entnommen und ein Profil erstellt werden kann, erheblich eingeschränkt. Der Gesetzgeber ist dabei sie noch weiter einzuschränken. Die Datenbanken werden immer dünner und damit auch die Chancen die Täter bestimmter Straftaten, z. B. Sexualstraftaten, zu identifizieren.
  - Telefonkontrollen: Die Verschlüsselung der Kommunikationskanäle verringert die Ergebnisse dieser Art der Überwachung erheblich.
  - Spyware: Die Kosten sind enorm und die praktischen Schwierigkeiten gross. Von dieser Art von Massnahmen wird wenig Gebrauch gemacht, und wenn, dann nur bei sehr schweren Straftaten.

Die Wahrheitsfindung wird zunehmend erschwert. Die Staatsanwaltschaft möchte, dass die Judikative ihre Aufgabe, die Wahrheit ans Licht zu bringen und die Schuldigen zu bestrafen, weiterhin erfüllen kann. Wenn sie dies nicht mehr kann, ist stark zu befürchten, dass eine Form der Selbstjustiz an die Stelle des Strafmonopols des Staates tritt. Aus diesem Grund engagiert sich die Staatsanwaltschaft stark im Prozess zur Änderung der Strafprozessordnung - mit beschränktem Erfolg, da die Justizbehörden aufgrund der Gewaltenteilung in der Legislative in der Bundesversammlung nicht vertreten sind.

## 1.1.2 Statistischer Teil

### 1.1.2.1 Im Allgemeinen

	2020	2021
eingetragene Verfahren <sup>26</sup>	14'445	13'917
hängige Verfahren am 31.12.	4'594	4'547
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts <sup>27</sup>	652	646

### 1.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

#### 1.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2020	2021
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'416	13'903
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	8	5
Verfahren des Strafvollzugsrichters	21	9
<b>Total</b>	<b>14'445</b>	<b>13'917</b>

	2020	2021
Verfahren gegen bekannte Täter	12'954	12'506
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'491	1'411

	2020	2021
französischsprachige Verfahren	12'333 (85.38%)	11'975 (86.04%)
deutschsprachige Verfahren	2'112 (14.62%)	1'942 (13.96%)

#### 1.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2020	2021
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes),	4'422	4'370
davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	172	177
<b>Total</b>	<b>4'594</b>	<b>4'547</b>

<sup>26</sup> In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

<sup>27</sup> d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

### 1.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2020	2021						
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	652 (davon 84 suspendierte Verfahren)	646 (davon 83 suspendierte Verfahren)						
Am 31.12.2021 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:								
2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
4	4	12	21	26	46	154	379	646

### 1.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

#### 1.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2020	2021
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'613	1'651
davon Fälle von Leichenhebungen	125	154
Sistierungsverfügungen	915	894
Einstellungsverfügungen	762	919
Strafbefehle	9'366	8'669
Anklageschriften	350	493
selbständige Einziehungsverfahren	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	21	17
Unzuständigkeitsentscheide	601	615
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	1	3
Übermittlungen an die Kantonspolizei	327	263
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	2'849	2'974
Nationale Rechtshilfegesuche	14	32
Internationale Rechtshilfegesuche	95	74
Klassierungen ohne Folge	148	91

#### 1.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen	2020	2021
rechtskräftige Strafbefehle	8805	8'296
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	561	373
<b>Total</b>	<b>9366</b>	<b>8'669</b>

#### 1.1.2.3.3 Anklageschriften

	2020	2021
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	203	285
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	57	93
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	7	4
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	10	4
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	73	106
	0	1
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>493</b>

#### 1.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

	2020	2021
Verfügungen des Strafvollzugsrichters		
rechtskräftige Verfügungen des Strafvollzugsrichters	21	17
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	0
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>17</b>

#### 1.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2020	2021
0 bis 1 Monat	20.31%	25.05%
1 bis 2 Monate	23.73%	23.92%
2 bis 3 Monate	15.87%	13.06%
3 bis 6 Monate	23.93%	21.84%
6 bis 12 Monate	11.39%	10.93%
12 bis 18 Monate	2.77%	2.91%
18 bis 24 Monate	1%	0.94%
24 bis 36 Monate	0.46%	0.65%
mehr als 36 Monate	0.54%	0.70%

#### 1.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart<sup>28</sup>

<b>Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	15	13
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	12	11
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	636	776
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	50	75
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	2'328	2'236
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	175	104
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	47	17
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	3'036	3'367
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4'311	4'428
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1'511	1'095
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	1'384	918
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2'331	2'267
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze <sup>29</sup>	2'741	2'850
Widerhandlungen «Covid-19»	501	429

#### 1.1.2.4 Untersuchungshaft

	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	196	242
Anzahl Hafttage	19'734	20'106

#### 1.1.2.5 Beschwerden

<b>Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	5	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	0

<sup>28</sup> Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

<sup>29</sup> Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.



#### 1.1.2.6 Verteidiger

	2020	2021
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger,	304	371
davon nach Turnusliste	45	49

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

#### 1.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2020	2021
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	3	0
Einsprachen gegen Strafbefehle	5	0

## Beilage

### 1.1.3 Statistische Tabelle

	2020	2021
Eingetragene Verfahren	14'445	13'917
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	12'954	12'506
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'491	1'411
Eingetragene französischsprachige Verfahren	12'333	11'975
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'112	1'942
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'416	13'903
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	8	5
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	21	9

	2020	2021
Hängige Verfahren	4'422	4'370
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	172	177

	2020	2021
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'613	1'651
Einstellungsverfügungen	762	919
Sistierungsverfügungen	915	894
Selbständige Einziehungsverfahren	0	0
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	602	618
Nationale Rechtshilfeersuche	14	32
Internationale Rechtshilfeersuche	95	74
Rechtskräftige Strafbefehle	8'805	8'296
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	561	373
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	2'849	2'794

	2020	2021
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	203	285
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	57	93
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	7	4
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	10	4
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	73	107

	2020	2021
Verfügungen des Strafvollzugsrichters	21	17
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	0

	2020	2021
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	196	242
Anzahl Hafttage	19'734	20'106

	2020	2021
Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	5	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	0

	2020	2021
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	3	0
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	5	0

Freiburg, den 17. Januar 2022

  
Fabien Gasser  
Generalstaatsanwalt

  
Raphaël Brenta  
Chefgerichtsschreiber